

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB)

ZA le Petit Souper
37360 Sonzay

Références : 2025 / 333
Code AIOT : 0010009041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB) implanté ZA le Petit Souper 37360 Sonzay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à la mise en liquidation judiciaire de la société OZEANYS : par jugement en date du 30/01/2024, la liquidation judiciaire, sans poursuite d'activité, de la SASU OZEANYS a été prononcée et la SELARL VILLA FLOREK a été désignée en qualité de liquidateur. Le liquidateur a indiqué qu'il ne serait pas présent lors de la visite objet de ce rapport, mais que l'ancien exploitant de l'établissement OZEANYS Site 2 (ex atelier de traitement de surfaces de l'établissement SOFACYL) serait présent afin de permettre l'accès au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OZEANY - Site 1 (Ex CYLLAB)
- ZA le Petit Souper 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010009041
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CYLLAB est autorisée par l'arrêté préfectoral N° 18611 du 01/09/2009 à poursuivre l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage de cylindres métalliques, destinés à équiper des machines à imprimer, situé au lieu dit «Le Petit Souper» à SONZAY.

Suite à parution du Décret n° 2019-292 du 9 avril 2019, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de traitements de surfaces des métaux sont soumises au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2-a (auparavant soumise à autorisation pour la rubrique 2565-2-a) pour un volume total des cuves de traitements de 3000 litres.

Par courrier du 09/09/2021, la préfecture d'Indre-et-Loire a pris acte du changement de dénomination sociale de la société CYLLAB pour la dénomination sociale OZEANY.

L'ancien exploitant a transmis le 27/08/2019 des éléments relatifs à son projet de modification des ses installations (ajout d'une chaîne de traitement de surfaces "cuivrage" en plus de la chaîne de "chromage").

Par courrier du 11/10/2019 et suite à la visite du 07/09/2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'ancien exploitant de compléter les éléments transmis afin de pouvoir réaliser l'instruction de cette évolution.

Cette nouvelle chaîne de traitement de surfaces était en fonctionnement lors de la visite du 07/09/2022.

Le volume des cuves de traitement de surfaces est passé de 3 000 à 7 000 litres.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification cessation activité	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-25 I et II	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Détermination usage futur	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-26-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Mise en	Code de	Avec suites, Demande	Mise en demeure,	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sécurité - Produits dangereux et déchets	l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-1°	d'action corrective	respect de prescription	
4	Mise en sécurité - Suppression des risques d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-3°	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Rétention local "Réception expédition" Ouest et atelier de production	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Mise en sécurité - Surveillance des effets de l'installation	Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-75-1-IV-4°	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-46-25 III	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Attestation Mémoire	Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-46-27 I	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Attestation Travaux	Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-46-27 III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rétention - Stockage déchets en extérieur	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-25 I et II
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Au 21/02/2024 :</u> Le calendrier des mesures prises et prévues pour assurer la mise en sécurité des installations n'a pas été transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire.</p> <p><u>Au 21/01/2025 :</u> Par courrier du 04/10/2024, le liquidateur a transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire le dossier de cessation d'activité comportant la phase documentaire du diagnostic de pollution des sols édité par DEKRA : - références du dossier : 54128241_1 version B en date du 17/06/2024 ; - recommandations émises :</p>

a) Élimination de l'ensemble des produits et déchets en centre autorisé ;
b) Mise en sécurité et/ou évacuation des équipements sous-pressions (bouteilles de gaz, compresseur, etc.) ;
c) Évacuation des produits inflammable (palettes, mobiliers, déchets dangereux ou non, etc.) ;
d) Compléter la phase documentaire du diagnostic de pollution des sols par la réalisation d'investigations sur le milieu sol (mission DIAG selon la norme NFX 31-620).
Le liquidateur indique dans le courrier du 04/10/2024 précité qu'en l'état il n'est pas en mesure de préciser le calendrier prévisionnel des opérations de mise en sécurité restant à réaliser.

=> Le calendrier des mesures restant à réaliser pour assurer la mise en sécurité des installations n'a pas été transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Détermination usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-26-II

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

Constats :

Au 21/02/2024 :

Le liquidateur doit justifier que le maire ou le président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et les propriétaires du terrain ont reçu le courrier du 14/02/2024 et doit leur transmettre les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site.

Au 21/01/2025 :

Par courrier du 04/10/2024, le liquidateur a transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire, avec copies au maire de la commune de Sonzay, au président de la Communauté de communes de Gâtine-Racan et au propriétaire du terrain, le dossier de cessation d'activité comportant la phase documentaire du diagnostic de pollution des sols édité par DEKRA :

- références du dossier : 54128241_1 version B en date du 17/06/2024.

Ce dossier :

- mentionne notamment l'usage futur du local abritant l'installation : équivalent à la dernière période d'activité ; type industriel (non sensible) ;

- comprend les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site.

Les éléments, justifiant que le propriétaire du terrain et le maire ou le président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme ont bien reçu ces éléments, n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées ne dispose pas des éléments justifiant que le préfet et les personnes consultées ont été informées de l'usage futur retenu.

=> Le liquidateur doit justifier que le propriétaire du terrain et le maire ou le président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme ont bien reçu les éléments transmis par courrier du 04/10/2024 et que le préfet et les personnes consultées ont été informées de l'usage futur retenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mise en sécurité - Produits dangereux et déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-1°

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

Constats :**Constats**

Au 21/02/2024 :

Des produits dangereux et déchets sont présents sur site.

Au 21/01/2025 :

Les constats sont réalisés à partir des observations sur site et des précisions fournies par l'exploitant.

Le déplacement de certains déchets dangereux ou non a été réalisé afin de les regrouper et/ou de les placer sur des zones équipées de rétention, liste non exhaustive ci-dessous (voir photos en annexe) :

- a) local «Encres à solvants et solvants» disposant d'une rétention : local vidé ;
- b) local «Produits chimiques» disposant d'une rétention : présence d'un osmoseur et d'une dizaine de bidons, contenance allant de 10 à 20 litres, à priori vides, susceptibles d'avoir contenu des produits dangereux ;
- c) partie principale du bâtiment :
 - les bains de traitement de surfaces encore contenus dans les cuves de traitement et contenus dans 2 GRV (transfert des bains « cuivrage n°2 » et « cuivrage n°3 ») pour un total d'environ 7000 litres (chaîne de chromage et chaîne de cuivrage).
 - bac plastique d'une capacité d'environ 600 litres contenant des résidus solides/pâteux résultant d'activités de traitement de surfaces ;
 - des encres et solvants dans divers contenants (fûts de 200 L, bidons et pots d'environ 20 à 25 litres) pour une quantité d'environ 2500L ;
 - des contenants vides (bidons plastiques, pots métalliques...) ;
 - rouleaux de film plastique, de papier et d'aluminium ;
 - une vingtaine de cylindres d'impression ;
 - contenu des dévésiculeurs des chaînes de traitement de surfaces et canalisations associées
 - canalisations permettant le transport d'effluents de bains de traitement de surfaces ;
- d) local «Réception expédition» situé à l'Est du bâtiment et disposant d'une rétention :
 - deux cuves de 12m3 destinées à recevoir les effluents usés de la chaîne de traitement de surface : une cuve pleine et une à demi de sa capacité selon l'ancien exploitant ;
 - au moins 19 GRV contenant, selon l'ancien exploitant, des bains usés de traitement de surfaces (bains de chromage, décapage, dégraissage) ;
- e) local «Réception expédition» situé à l'Ouest du bâtiment :
 - 10 GRV vides et 9 palettes de bidons vides pouvant avoir contenu des produits/déchets dangereux ;
- f) à l'extérieur du bâtiment :
 - 10 bouteilles de gaz ;

- déchets de bois et cartons (palettes).

La contenance des GRV précités est d'environ 1000 litres.

Équipements ou matériaux ayant été évacués depuis la dernière visite d'inspection (liste non exhaustive) :

- 2 groupes frigorifiques ;
- de nombreux cylindres d'impression.

Les justificatifs des évacuations des produits dangereux devront être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les justificatifs des conditions d'élimination/valorisation des déchets, conformément au Code de l'environnement, devront être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

=> Des produits dangereux et des déchets dangereux et non dangereux sont encore présents sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mise en sécurité - Suppression des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-3°

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

Constats :

Utilité gaz :

- l'ancien exploitant a indiqué que l'établissement n'est pas relié au réseau de gaz de ville;
- le chariot élévateur qui fonctionnait à l'énergie gaz et qui était présent lors de la précédente visite a été évacué dans le cadre du déroulement de la procédure de liquidation judiciaire. Risque supprimé.

Utilité électrique:

a) l'ancien exploitant a indiqué que:

- l'alimentation générale est maintenue car elle est commune avec la partie bureau occupée par la société FLEXOCOLOR;

- l'énergie électrique est nécessaire au fonctionnement de l'alarme anti-intrusion.

b) néanmoins, l'impossibilité de remettre en fonctionnement les équipements en lien avec l'activité de traitement de surfaces n'a pas été justifiée (notamment les bains de traitement de surface, la machine à rectifier, la machine à graver, la machine à polir, le poste d'essai des cylindres).

Le risque incendie ne peut pas être écarté.

Par ailleurs, la voiture qui était présente dans le bâtiment lors de la précédente visite a été évacuée.

=> Le risque incendie ne peut pas être écarté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Rétention local "Réception expédition" Ouest et atelier de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des

deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés,

avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution

(prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines,

des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

[...]

Constats :

Les six GRV contenant, selon l'ancien exploitant, des bains usés de traitement de surfaces (bain de cuivrage) qui étaient stockés dans le local « Réception expédition » situé à l'Ouest du bâtiment ont été déplacés sur une zone disposant d'une rétention (local « Réception expédition » situé à l'Est du bâtiment).

Il subsiste, dans la partie principale du bâtiment, un GRV contenant des déchets dangereux liquides (bains usés), ce stockage n'est pas associé à une rétention adaptée.

=> Des déchets dangereux liquides sont stockés hors rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Rétention - Stockage déchets en extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

[...]

Constats :

Les 3 GRV, un qui semblait vide (dénommé «Déchromage cuve»), un avec un fond de liquide vert (dénommé «Nickel») et un avec un fond de liquide de couleur marron foncé (dénommé « Rinçage déchro »), et le bac plastique qui était fermé, d'une capacité d'environ 600 litres contenant des résidus solides/pâteux résultant d'activités de traitement de surfaces, ont été déplacés à l'intérieur du bâtiment (voir points de contrôle précédents). Risque supprimé.

Toutefois, l'impact de ces stockages temporaires sur les sols devra être évalué au travers du diagnostic évoqué au point de contrôle n°7 du présent rapport.

La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en sécurité - Surveillance des effets de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-75-1-IV-4°

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Constats :

Par courrier du 04/10/2024, le liquidateur a transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire le dossier de cessation d'activité comportant la phase documentaire du diagnostic de pollution des sols édité par DEKRA sous la référence 54128241_1 version B en date du 17/06/2024.

La recommandation émise dans ce dossier, en lien avec la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, est la suivante :

compléter la phase documentaire du diagnostic de pollution des sols par la réalisation d'investigations sur le milieu sol (mission DIAG selon la norme NFX 31-620).

Par ailleurs, le diagnostic devra également évaluer les effets sur l'environnement suite :

a) aux constats réalisés lors de la visite d'inspection du 21/02/2024 :

- le stockage temporaire en extérieur, exposé aux intempéries, de déchets résultant de l'activité de traitement de surfaces (3 GRV fermés et un bac plastique fermé) sur la voie d'accès au local «Réception expédition» situé à l'Ouest du bâtiment ;

- le stockage en extérieur de cylindre d'impression sur des surfaces enherbées et des surfaces imperméabilisées ;

- les traces de stockage sur la partie enherbée située à l'Ouest du bâtiment, à proximité des deux groupes frigorifiques, présentant, sur une surface d'environ 1 m², des particules de couleur verte ;

b) aux constats réalisés lors de la visite d'inspection du 09/09/2022 : stockage temporaire (fin août à début septembre 2022) sur le parking de l'établissement, en extérieur et sans rétention, de cuves GRV contenant des bains usés d'activité de traitement de surfaces.

=> Les éléments justifiant de la réalisation du diagnostic proportionné aux enjeux afin d'évaluer les effets de l'installation sur son environnement, basé notamment sur des investigations sur le milieu « sol », n'ont pas été présentés et communiqués au préfet. Ce diagnostic devra notamment évaluer l'effet sur l'environnement des stockages réalisés en extérieur (cylindres d'impression, déchets liés à l'activité de traitement de surfaces ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-46-25 III

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, « conformément à l'avant-dernier » alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Les actions engagées pour la mise en sécurité de l'établissement n'ont pas toutes été confirmées par la transmission des justificatifs attendus.</p> <p>Par conséquent :</p> <p>=> Le liquidateur n'a pas transmis au préfet l'attestation (ATTES SECUR) établie par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Attestation Mémoire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-46-27 I
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors de celui-ci, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.</p>

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer dans son mémoire de réhabilitation le maintien sur le site d'une ou plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ; « 4° L'attestation prévue à l'avant-dernier alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages futurs. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet. L'Agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

Le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, n'a pas été transmis au préfet par le liquidateur avec l'attestation Mémoire attendue (ATTES MEMOIRE), dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif.

Il est rappelé que ce mémoire doit notamment comporter un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2.

En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire doit préciser :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance

des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

=> Le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, n'a pas été transmis au préfet par le liquidateur avec « l'attestation mémoire » attendue (ATTES MEMOIRE), dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Attestation Travaux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/01/2025, article R512-46-27 III

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

III. Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.

Constats :

=> Le liquidateur n'a pas fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation (ATTES TRAVAUX).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois